

## les 6 derniers mois dans le collimateur !

Soigneusement cachées jusqu'à présent, les intentions réelles du gouvernement se dévoilent peu à peu. En effet, le 4 juin dernier, lors de la rencontre de l'UNSA Fonction Publique avec le cabinet d'Éric Woerth, ce dernier a mis sur la table une simulation dégradant le mode de calcul actuel de la pension des fonctionnaires. **On passerait d'un calcul basé sur les 6 derniers mois, à un calcul sur les 10 dernières années.** Qui plus est, **le passage progressif d'un dispositif à l'autre débuterait dès 2011** (calcul sur les 2 dernières années) pour s'achever en 2019.

**Pour le SE-UNSA, une telle hypothèse est inacceptable.** Elle se traduirait par une baisse très conséquente des pensions des enseignants et tout particulièrement des enseignantes, déjà principales victimes des réformes précédentes.

Ce serait rompre avec la conception actuelle d'une Fonction Publique de carrière statutaire. Ce serait aussi méconnaître les spécificités du régime de retraites des enseignants qui n'intègre pas les indemnités et les primes, de toute façon déjà bien peu élevées par rapport à d'autres professions.

Ce serait aussi passer sous silence les statistiques, livrées par ce même ministère, démontrant que **le salaire d'un enseignant est inférieur de plus de 1000 euros à celui d'un autre cadre de la Fonction Publique et de plus de 1 500 euros comparé à un cadre du privé. Nous sommes donc bien loin des idées reçues qui feraient des enseignants des privilégiés.**

Par ailleurs, contrairement à ses déclarations, **le gouvernement souhaiterait mettre en œuvre cette option dès 2011.** Il ne laisserait ainsi aucune possibilité d'anticipation aux enseignants proches de leur retraite. Le SE-UNSA y voit les premiers signes du gel budgétaire qui s'annonce particulièrement sévère pour les fonctionnaires.

En s'engageant dans cette voie, le ministre de la Fonction Publique va susciter la colère des personnels déjà fortement indignés par le cynisme des « 13 leviers » d'économies du schéma d'emplois 2011-2013 récemment dévoilés.

Pour faire barrage à ce projet, qui pourrait amputer gravement le montant de leur pension, **le SE-UNSA appelle tous les enseignants et les personnels d'éducation à se mobiliser massivement et à faire grève le 24 juin prochain.**